La zone euro dans l'économie mondiale et les développements envisageables dans les prochaines années

2002/2259(INI) - 19/06/2002 - Document de base non législatif

OBJECTIF : dresser un bilan des trois premières années de la zone euro dans l'économie mondiale.
CONTENU : en présentant sa communication sur la zone euro dans l'économie mondiale, la Commission note que les avantages de la monnaie unique, qui s'appuie sur un cadre institutionnel sain de politiques macroéconomiques judicieuses, associées à une réforme structurelle, ont été visibles au cours des trois premières années de la troisième phase de l'UEM. Durant les deux premières années, le PIB a progressé d'environ 3 % sans créer le genre de déséquilibres qui menacent la pérennité de la croissance dans de nombreuses régions du monde. L'épargne privée s'est maintenue à un niveau satisfaisant, d'environ 15% du revenu disponible, les déficits budgétaires ont continué de se réduire, renforçant ainsi l'épargne publique nette, et l'investissement est resté sur une trajectoire saine mais régulière, sans déboucher sur un problème de surinvestissement. Par voie de conséquence, le compte courant de la zone euro est resté à peu près équilibré. En 2001, la croissance du PIB a fortement chuté en raison du ralentissement de la croissance économique mondiale. La création d'emplois a néanmoins bien résisté, grâce, en partie, à la modération salariale conjuguée aux réformes du marché du travail réalisées durant la phase préparatoire à l'introduction de l'euro. L'augmentation de l'inflation, qui est passée d'un peu plus de 1 % en 1999 à 2% environ en 2001, résulte principalement d'une succession de chocs ponctuels, tels que le renchérissement des denrées alimentaires dû au mauvais temps. Les données disponibles semblent indiquer que le passage au numéraire en euros n'a eu tout au plus qu'un effet marginal sur l'inflation globale des prix à la consommation dans la zone euro. Depuis son lancement en 1999, l'euro s'est déprécié de plus de 20 % par rapport au dollar des États-Unis. En termes effectifs nominaux, il a perdu plus de 10 % de sa valeur jusqu'au printemps 2001, mais est resté ensuite relativement stable. Le taux de change effectif réel de l'euro en termes de coûts unitaires de main-d'oeuvre se situe très en deçà de sa moyenne à long terme (1980-2000). Par conséquent, les producteurs de la zone euro se trouvent dans une situation concurrentielle favorable vis-à-vis des fournisseurs des pays tiers, même si, au niveau mondial, des déséquilibres extérieurs importants persistent. Il est encore trop tôt pour tirer des conclusions concernant l'effet de l'UEM sur l'investissement. Néanmoins, il est probable que l'Union économique et monétaire, ainsi que le cadre de politique économique sur lequel elle repose, influent positivement sur les grands facteurs de l'investissement tels que la rentabilité et les taux d'intérêt réels. En renforçant l'intégration financière, l'UEM améliorera les conditions de financement, et elle entraînera aussi une allocation plus efficiente de l'investissement grâce à la réduction du risque de change. À cet égard, l'UE a fixé un délai ambitieux, l'année 2005, pour la mise en oeuvre du plan d'action pour les services financiers. Un délai encore plus court, 2003, a été retenu pour les actions concernant les marchés de valeurs mobilières ainsi que le plan d'action pour le capital-risque (PACR). L'euro est immédiatement devenue la deuxième monnaie du monde après son lancement. Même s'il est probable que le dollar des États-Unis restera pour l'instant la monnaie dominante, un certain nombre de facteurs contribuent à promouvoir l'utilisation de l'euro au niveau international. Le premier est l'importance économique de la zone euro, le deuxième, la stabilité de la monnaie unique, qui reflète la solidité des fondamentaux économiques de la zone euro, à laquelle contribue le cadre de politique économique de l'UEM orienté vers la stabilité, et le troisième, le processus d'intégration des marchés financiers nationaux en Europe.